

Laurent Delvolvé

Avocat au barreau de Paris

Défendre l'Église !

Nihil obstat :

Monseigneur Michel Aupetit

Archevêque de Paris

27 avril 2021

DU MÊME AUTEUR

Liberté de religion et liberté d'exercice du culte

La défense des droits des desservants sur les édifices affectés au culte (Jurisprudence Notre-Dame de Paris, Affaire CASA – Affaire Act'up),

Éditions Cathédrale Notre-Dame de Paris, 2008

La parole est un don de soi

L'art de parler en public

Pierre Téqui Éditeur, 2018.

La cathédrale intérieure

Méditations pour se reconstruire avec Notre-Dame

Éditions Salvator, 2020.

Tout est grâce

Méditations pour temps de confinement et pour après

Éditions EFG, 2020

*

ISBN : 979-10-359-1627-5

© Laurent Delvolvé

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

À Maître Guillaume Delvolvé,
Avocat honoraire au Conseil d'État
et à la Cour de cassation,
Membre de l'Académie des Jeux
Floraux de Toulouse,
mon père qui m'a transmis le Droit
et la Foi.

Défendre l'Église !

L'Église catholique, apostolique et romaine a-t-elle besoin d'être défendue en justice ? « L'Église ne se défend pas, ce ne serait pas digne d'elle ! ». « L'Église, qui est amour, ne peut pas attaquer en justice ». « L'Église n'a pas besoin de la justice des hommes, elle a la justice de Dieu ». Voilà quelques expressions entendues en audience de la part des avocats adverses voir des juges eux-mêmes. Cela révèle la haute estime dans laquelle est tenue cette institution dans le cœur des hommes ou dans l'inconscient collectif. Cela ramène aussi l'Église à ce qu'elle est essentiellement, un corps mystique qui dépasserait les contingences matérielles et les querelles terrestres. Mais cela dénote également une mauvaise compréhension du fait que précisément l'Église est incarnée, terrestre, humaine ; qu'elle est aussi une institution composée d'hommes et de femmes qui ont des droits et des obligations, des

responsabilités et des engagements. Elle permet à chacun d'exercer le culte catholique, ce qu'il faut garantir. Elle exerce des missions cultuelles, pastorales et caritatives essentielles qu'il faut organiser. Elle détient un certain nombre de biens qu'il faut gérer. Elle porte des convictions qu'il faut défendre.

L'Église catholique, du moins les hommes et les femmes qui la composent, n'est pas à l'abris d'erreurs et de fautes. Ils peuvent engager leur responsabilité. Comme toute organisation humaine, ses institutions et ses représentants ont droit à une défense en justice afin précisément que la justice puisse être rendue dans le strict respect du droit applicable.

Défendre l'Église, c'est aussi faire preuve d'indépendance et de la juste distance pour conseiller utilement ceux qui ont besoin d'un éclairage juridique, d'une orientation judiciaire, d'une assistance déontologique. Ce n'est jamais prendre les décisions à la place de ceux qui ont à décider, ni s'ériger en justicier de la juste cause, en censeur ou moraliste. C'est conseiller au mieux et laisser à celui qui décide la liberté d'agir.

À vous qui êtes évêque mais également à vous qui avez été nommé curé de paroisse par votre évêque, au-delà de la charge pastorale essentielle qui vous est confiée, vous devenez quasiment patron d'une PME ou d'une ETI sans peut-être le savoir ou en avoir pleinement conscience –

puisque vous devez assumer toutes les fonctions civiles de la charge canonique d'un évêque ou d'un curé de paroisse. Or, cela recouvre toutes les branches du droit :

Droit des cultes, droit de la laïcité, Loi du 9 décembre 1905 de séparation des églises et de l'État :

Vous avez à vous appuyer sur le droit des cultes afin de savoir ce qu'il vous est légalement possible de faire dans les églises qui vous sont confiées et ce qui peut poser une difficulté avec les pouvoirs publics.

Droit administratif :

Vous vous appuyerez sur le droit administratif pour savoir ce qu'il vous est possible d'organiser au sein de votre diocèse ou de votre paroisse y compris dans l'espace public, avec la prise en compte du régime spécifique de vos églises paroissiales.

Droit immobilier :

Vous êtes responsable immobilier car non seulement vous recevez la charge de l'affectation cultuelle des édifices construits avant 1905 mais vous avez à gérer les biens immobiliers du diocèse et de la paroisse tels que le presbytère et les locaux paroissiaux.

Droit des associations :

Il vous faut suivre de près les associations liées au diocèse et à la paroisse, et ce surtout que bien souvent le lien juridique avec l'Église n'est pas expressément affirmé dans les statuts hormis la précision de votre présence ou de celle de votre représentant en tant que membre de droit.

Droit de la personnalité, droit des obligations :

En tant que curé, vous assumez une responsabilité es-qualité de représentant légal de la paroisse laquelle n'a pas la personnalité morale et êtes dès lors le seul à pouvoir représenter ou engager contractuellement la paroisse ou à déléguer ce pouvoir.

Droit pénal :

Comme tout citoyen, vous êtes soumis au droit pénal, en qualité de victime pour les actes subis au sein de votre diocèse ou de votre paroisse mais pouvez également être mis en cause pour des actes commis, plus ou moins graves.

Droit du travail :

En tant que curé, vous êtes l'employeur du personnel de votre paroisse et devez dès lors respecter la réglementation sociale.

Droit des finances publiques, droit fiscal, droit des organismes sans but lucratif :

Vous êtes directeur financier puisqu'il vous incombe non seulement de gérer les finances du diocèse ou de la paroisse mais également de collecter les sommes qui vous seront versées et de respecter leur destination.

Droit de la propriété littéraire et artistique :

Vous êtes également gardien des œuvres d'art qui se trouvent dans votre paroisse avec dès lors la nécessité de respecter en tant qu'affectataire le droit de la propriété artistique.

Droit canonique :

Tout cela sans omettre bien entendu de respecter le droit canonique, droit de l'Église qui doit s'articuler avec le droit étatique avec des conséquences

importantes liées à la propriété canonique qui ne se traduit pas nécessairement dans le droit civil français.

*

Vous n'avez pas nécessairement reçu de formation spécifique dans chacun de ces domaines qu'il vous faut maîtriser. Heureusement vous n'êtes pas seul. Outre la grâce et l'Esprit Saint, non seulement vous devez vous appuyer sur les compétences réunies au sein du Conseil économique du diocèse et du Conseil paroissial pour les affaires économiques (CPAE), mais vous pouvez compter sur tous les services de votre diocèse. Le plus important est de savoir d'une part anticiper avant de décider et d'autre part d'adopter les réactions appropriées en cas de difficulté particulière.

La confrontation entre la vie de l'Église et le droit suscite quotidiennement un très grand nombre de questions parmi lesquelles les suivantes :

Qui est propriétaire de l'église, lieu de culte ? À qui appartient l'orgue de mon église ?

Quels sont les pouvoirs de l'affectataire cultuel ?
Quels sont les droits des prêtres et des fidèles sur les édifices du culte ?

Peut-on faire visiter l'église sans mon accord, ou y organiser des concerts, évènements culturels ? Peut-on imposer une utilisation culturelle des édifices affectés au culte ? La visite des édifices culturels et de leurs trésors peut-elle être soumise à redevance ? En cas de tels évènements culturels, la paroisse a-t-elle le droit recevoir une part des sommes touchées au titre du droit d'entrée ? Les églises et le code général de la propriété des personnes publiques : quelles sont les conditions d'application de l'article L 2124-31 ?

En cas de rénovation de l'église (intérieur ou extérieur), qui doit financer les réparations ? Dois-je donner mon accord à la réalisation de telles réparations ? La commune propriétaire de l'église peut-elle installer des fresques, tableaux, statues ou les retirer sans obtenir mon accord ?

L'installation d'une antenne-relais dans le clocher d'une église nécessite-t-elle l'accord du desservant ? La commune propriétaire peut-elle l'imposer ?

À quelles conditions peut-il être procédé à une désaffectation et à un déclassement des biens du domaine public culturel ?

Qu'est-ce qu'un culte aux yeux de la République ? Un lieu de culte est-il un équipement public ?

Suis-je responsable en tant que curé affectataire lorsqu'une personne se blesse dans l'église du fait de la vétusté des lieux ?

Les forces de l'ordre ont-elle le droit d'entrer dans une église et d'arrêter la célébration d'un office ? Si oui, dans quelles conditions ?

Comment organiser des processions religieuses dans les rues autour de mon église ? À quelles conditions puis-je organiser une manifestation du culte sur la voie publique sous le régime de la loi du 9 décembre 1905 ?

Qu'est-ce que l'Église catholique pour la justice ?
L'Église catholique est-elle une association ? Quel est le statut juridique de la paroisse en droit français ?

La Loi de 1905 autorise-t-elle les collectivités publiques à accorder des aides des aux cultes ? L'interdiction pour l'État de reconnaître et de financer un culte : quelle valeur juridique aujourd'hui ? La loi de 1905 est-elle toujours adaptée ? Quel est le régime fiscal des associations diocésaines ? Quel est le régime des donations aux associations diocésaines ? Quel est le régime des offrandes de messe et des dons dans les tronc ?

*

Cet ouvrage est destiné essentiellement, à partir de cas de jurisprudence récents, à attirer votre attention sur les points de vigilance afin de vous aider à adopter les bons réflexes juridiques dans les situations rencontrées, multiples et très variées, qui se posent à vous. Il existe de nombreux ouvrages excellent sur le sujet (cf. bibliographie en fin d'ouvrage).

L'objectif n'est pas d'être exhaustif ni de répondre à l'ensemble des questions posées ci-dessus, mais d'attirer l'attention sur les sujets juridiques afin de vous permettre ensuite d'approfondir la question. Nous nous appuyons sur des cas concrets rendus publics par les décisions de justice récemment rendues.

Paris, le 15 mai 2021

Laurent Delvolvé